

Du Soudan à l'Iran, du Sahel à la Syrie : la carte oubliée des guerres qui nous concernent

Par Michel Fayad, analyste politique et géopolitique

Alors que l'actualité française et européenne se concentre sur ses propres fractures, une série de crises majeures se déroule loin des caméras. Elles dessinent pourtant un même paysage : celui d'un arc d'instabilité dominé par l'islamisme armé, la fragmentation des États et la mise en danger directe des populations civiles. Ces conflits ne sont ni périphériques ni lointains. Ils pèsent déjà sur la sécurité de l'Europe.

Soudan : une guerre sans camp, une famine sans fin

Le Soudan vit aujourd'hui l'une des pires tragédies humanitaires au monde. Plus de 25 millions de personnes ont été déplacées ou contraintes à l'exil. La famine progresse, les épidémies se multiplient, les violations des droits humains sont massives.

La guerre oppose l'armée soudanaise aux Forces de soutien rapide (FSR). Mais il faut le dire sans ambiguïté : aucun camp n'est défendable. Les FSR sont responsables de massacres et d'attaques délibérées contre des civils et des convois humanitaires. L'armée, elle, reste étroitement liée aux Frères musulmans et poursuit avant tout la restauration d'un pouvoir islamiste et militaire.

Sur le terrain, les combats s'enlisent. La prise de Babanusa par les FSR dans le Kordofan occidental a marqué un tournant symbolique. L'armée a repris certaines villes au nord, au prix de violences extrêmes. Aucun horizon politique ne se dessine. Ce sont les civils qui paient le prix, notamment à El Fasher et potentiellement à El Obeid, où des dizaines de milliers de personnes risquent d'être déplacées à nouveau.

Sahel : l'économie du djihad

Du Mali au Burkina Faso, du Nigeria au Cameroun, le Sahel est devenu un écosystème djihadiste structuré. Al-Qaida au Sahel et l'État islamique ne sont plus seulement des groupes idéologiques : ce sont des cartels armés. Ils contrôlent des routes, exploitent l'or artisanal, organisent des trafics de carburant, de migrants et de marchandises.

Les affrontements entre groupes djihadistes eux-mêmes témoignent moins d'un affaiblissement que d'une concurrence pour le contrôle économique des territoires. Les civils restent pris au piège.

Le Nigeria a intensifié sa coopération militaire avec les États-Unis, avec des frappes ciblées contre Boko Haram et Daesh. C'est utile, mais insuffisant sans lutte contre les circuits financiers et la corruption. Le Cameroun, malgré la pression sécuritaire, maintient une cohésion nationale fragile mais réelle. Au Burkina Faso, certaines avancées locales montrent que ces groupes ne sont pas invincibles, même si rien n'est acquis.

Syrie : deux pays, une illusion de stabilité

La Syrie a disparu de l'actualité, mais pas du chaos. Derrière les images officielles, les tensions restent vives, notamment dans les régions alaouites et druzes. Les minorités chrétiennes vivent dans une inquiétude permanente.

La Turquie joue un rôle central et profondément déstabilisateur en soutenant des groupes issus de la mouvance djihadiste, notamment Hay'at Tahrir al-Cham, dirigé par Ahmad el-Charaa, dit Joulani. Ce soutien se fait au détriment des Kurdes, des chrétiens, des alaouites et des druzes.

Les puissances du Golfe poursuivent leurs intérêts propres, sans considération pour les équilibres internes. L'économie syrienne reste exsangue. Les minorités, marquées par des massacres récents, réclament des garanties réelles. Certaines évoquent désormais ouvertement la partition, faute de confiance dans un État unifié dominé par des acteurs islamistes.

Israël, Hezbollah, Hamas : la logique de l'arsenal

Le refus du Hamas et du Hezbollah de désarmer ne relève pas de la tactique, mais d'une stratégie assumée. Ces organisations considèrent leurs arsenaux comme la clé de leur survie politique.

Les cessez-le-feu servent à gagner du temps, jamais à préparer une démilitarisation. Au Liban, le Hezbollah se réarme malgré les pressions internationales. À Gaza, le désarmement du Hamas reste un point de blocage majeur. Cette logique condamne les civils à rester des otages permanents de calculs militaires.

Iran : une contestation existentielle devenue insurrection nationale

L'Iran n'est plus dans un simple cycle de protestation. Le pays a basculé dans une dynamique insurrectionnelle structurée, nationale et durable. Dans plus de trente-cinq villes — de Téhéran à Ispahan, Mashhad, Tabriz, Karaj, Bandar Abbas, Arak ou Gorgan — la contestation ne réclame plus des réformes, mais la chute du système islamique lui-même.

La jeunesse et les femmes, avec le slogan « Femme, Vie, Liberté », ont changé le rapport de force moral. Les slogans « Mort à Khamenei », « Bassidji, Sepah, vous êtes notre Daech » et même « Vive le Shah » traduisent un rejet frontal du régime et l'émergence d'une alternative politique explicite, y compris monarchique et laïque.

L'économie est asphyxiée, l'inflation explose, les bazars ferment. Le rial s'est effondré à près de 1,4 million pour un dollar, l'inflation dépasse 50 %, deux tiers de la population vivent sous le seuil de pauvreté, l'eau et l'électricité sont rationnées. La population refuse de voir ses ressources dilapidées pour financer des milices à l'étranger pendant que le pays entre en désintégration économique structurelle.

Le régime est isolé, fragilisé, discrédité. Plus de 2 200 exécutions ont été recensées en 2025, la torture et les violences sexuelles sont documentées, et des bâtiments du Corps des Gardiens de la Révolution ont été attaqués ou incendiés dans plusieurs provinces. Les Gardiens de la Révolution restent puissants, mais leur violence accélère leur perte de légitimité. Ali Khamenei apparaît désormais isolé, et des signes de fissures sont observés au sein des forces de sécurité.

Le pouvoir tient encore, mais il n'administre plus : il réprime, et ne convainc plus. L'Iran est entré dans la phase terminale de la République islamique.

Yémen, Somaliland, Afghanistan : la fragmentation comme stratégie

Le Yémen se désintègre sous l'effet d'une guerre par procuration entre puissances régionales. Houthis pro-iraniens, factions soutenues par Riyad ou Abou Dhabi : chacun défend ses intérêts, pendant que l'État disparaît.

Le Somaliland devient à son tour un espace de projection stratégique, fragile et exposé. En Afghanistan et au Pakistan, les tensions révèlent une confrontation entre islamismes concurrents. Le Pakistan affronte désormais les conséquences de ses propres choix passés.

Une menace qui nous concerne

Ces crises ne sont pas lointaines. Elles alimentent les réseaux djihadistes, les flux migratoires contraints, l'instabilité économique et sécuritaire. Elles menacent directement les minorités, notamment chrétiennes et juives, et pèsent sur la sécurité européenne.

Comprendre ces conflits, soutenir les populations civiles et agir contre les écosystèmes islamistes qui prospèrent sur ces territoires n'est pas une option morale abstraite. C'est une nécessité stratégique pour la France et pour l'Europe.